

# Volume 56

Vol. 56 du Quartier latin, No 24, 20 mars 1974.

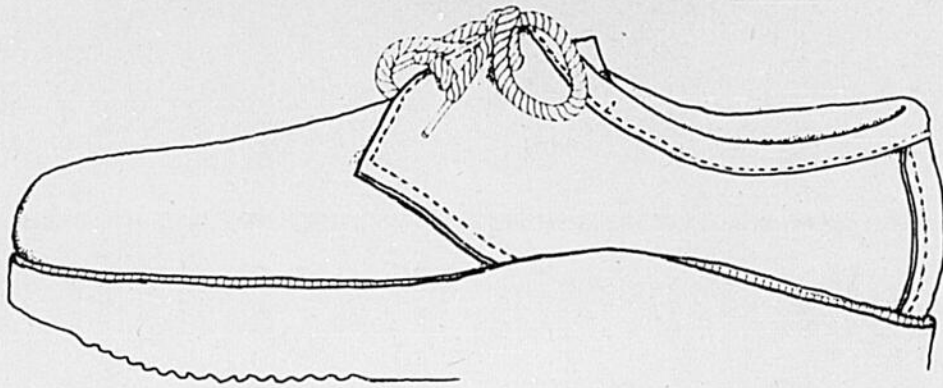
les nouvelles formes d'organisation  
des travailleurs  
au Québec



la Bolivie: un "protégé" des USA

- page 9

Voici comment les Roots donnent à vos pieds  
une sensation agréable  
qu'elles transmettent ensuite tout le long  
de votre colonne vertébrale



Pour comprendre le principe des Roots, regardez la chaussure de profil. Au lieu d'un talon qui vous soulève et vous fait pencher vers l'avant, vous remarquez une base d'une seule pièce pour vous planter fermement sur le sol. Et si vous regardez un pied humain de profil, vous comprendrez pourquoi elles sont si confortables. Le talon est la partie la plus basse du pied, c'est pourquoi avec des Roots il repose sur la partie la plus basse de la chaussure.



Tout à coup, vous vous tenez plus droit car des muscles généralement inactifs sur la face postérieure de la jambe et dans le creux de vos reins se réveillent pour vous aider à vous tenir droit et à vous déplacer. Regardez maintenant le creux de la plante du pied, qu'on appelle la voûte plantaire. Si vous êtes continuellement sur vos jambes, des voûtes plantaires non soutenues peuvent s'affaisser et se déformer complètement. (C'est pour ça qu'à l'époque où les voitures de patrouille n'existaient pas on appelait les policiers des pieds plats.) Pour éviter que votre voûte ne s'affaisse, les Roots ont un contour qui la soutient. Il existe un creux plus petit entre les deux saillies de l'avant pied qui est également soutenu par les Roots.



Presque sur le devant, vous remarquerez que la semelle est incurvée comme une bascule. En marche normale, le poids atterrit d'abord sur le talon, se transmet le long de l'extérieur du pied, puis en diagonale passe de l'autre côté sur le gros orteil qui vous soulève pour le prochain pas. L'idée de bascule permet que ce transfert de poids s'effectue un peu plus facilement, ce qui rend chaque pas moins fatigant.



En somme, Roots compense par une sensation naturelle et de bien-être l'habitude contre nature de l'homme de marcher sur des planchers durs et des trottoirs. Les chaussures Roots sont conçues et fabriquées au Canada, et au coeur même de notre production, se trouvent deux générations de condonnières (un père et trois fils) qui ne demandent pas de l'idée que des chaussures de bonne qualité doivent être en grande partie faites à la main. C'est en les portant que vous apprécierez la perfection de notre travail.



2065 Bishop  
(pres de Mascouche)

Roots, pour les pieds citadins



District Ahuntisic, Bureaux  
à louer dans édifice neuf et  
moderne. Information:  
Clinique médico-dentaire  
Fleury, M. Koury - 381-  
1559.

LE CAFE-CAMPUS  
présente  
lundi le 25 mars

"DYONISOS"  
20h.30  
entrée \$1.50

## Volume 56

Vol. 56 du Quartier latin, No 24, 20 mars 1974

COORDINATION  
TECHNIQUE  
Daniel Payette

PHOTOS  
Félix Vincent  
Daniel Payette

DESSINS  
Jacques Sabourin  
Daniel Sylvestre

COLLABORATEURS  
Danièle Bourassa  
Manuel De la Fuente  
Sylvie Dupont  
Serge Forest  
Roger Hobden  
Claudette Larouche  
François Marcotte  
André Parizeau  
Elisabeth Pelletier  
Maryse Turcotte

Dans un mois le Volume 56 cessera de paraître pour l'été cédant la place, en septembre, au Volume 57 du QUARTIER LATIN. Nous nous attachons tout particulièrement à l'heure actuelle à consolider et à "entraîner" l'équipe de l'an prochain. Nous recherchons donc de nouveaux collaborateurs.

La préparation du numéro à venir s'effectue  
LE MERCREDI A 17h.30 au 5ème étage du  
Centre Social (C-5518)

La discussion des textes à paraître se fait  
au même endroit le DIMANCHE A 14h.

2222 Edouard-Montpetit, 733-5393

Dépôt Légal: Bibliothèque Nationale



Lithographié par Journal Offset Inc.  
111 254 Benjamin-Hudon, Ville St-Laurent

SURVEILLEZ

"LA FUMÉE LIQUIDE"

Dr. N. Scalf, O.D.

Optométriste - spécialiste de la vue

- Examen de la vue
- Verres de contact
- Lunettes médicales

374 ouest, Sainte-Catherine

861-3761



L'incola

## SCIENCES JURIDIQUES:

# une deuxième victoire mais la lutte n'est pas terminée

Le module de Sciences juridiques ouvrira ses portes en septembre 74. L'administration de l'UQAM l'a annoncé à grands renforts de publicité dans les journaux à la fin du mois de février et les demandes d'admissions devaient être complétées avant vendredi dernier, le 16 mars.

Pour les ex-futurs étudiants de sciences juridiques il s'agit d'une seconde victoire puisqu'en décembre dernier ils avaient déjà obtenu le réengagement des professeurs du module.

Pourtant leur lutte n'est pas terminée. Il leur reste maintenant à s'assurer que les étudiants admis l'année dernière le soient à nouveau cette année et que l'admission des nouveaux étudiants se fasse selon les mêmes critères.

Déjà certaines mesures de l'administration laissent présager qu'elle fera tout pour modifier la procédure



d'admission et le contenu du programme de sciences juridiques. La Commission des Etudes de l'UQAM (à un moment où les professeurs étaient en minorité) a nommé un comité de sélection de trois personnes qui comprend deux membres du fameux "comité d'implantation" nommé par l'administration, dont son président, Fernand Morin.

Et ce même Fernand Morin, du Ministère du Travail, a également été engagé comme professeur du futur module. De plus l'UQAM a déjà procédé à l'engagement de personnel additionnel pour sciences juridiques (un professeur et un bibliothécaire) sans en consulter les professeurs.

Les "à-nouveau-étudiants-de-sciences-juridiques", qui ont déjà fait preuve de beaucoup de détermination pour contrer les mesures de l'UQAM, sauront certainement rester vigilants...

# une garderie à l'U de M: la réponse habituelle ?

Le syndicat des employés de l'UdeM (local 1244) a décidé qu'il en avait assez d'attendre indéfiniment que l'université donne des nouvelles du projet de garderie sur le campus. On sait que ce projet a été déposé en décembre 72 par Services-Campus et que depuis l'université, paraît-il, cherche un local...

Il est surprenant, dit la lettre que le 1244 a adressé directement au recteur, que l'UdeM ne trouve pas un petit coin pour faire une garderie mais qu'elle construise une grande cafétéria-service-rapide - ultra - moderne - et - chic (peut-être avec de la bière) au 1er étage du pavillon des Sciences Sociales et droit!

Dans la dernière édition de Forum (où la lettre était publiée en "libre opinion") l'administration y répondait en disant que des nouvelles allaient être annoncées très bientôt au sujet de la garderie. On pourrait faire un livre avec toutes les lettres que Services-Campus a reçu disant la mé-

me chose: "des nouvelles sont à venir", "dans quelques mois une réponse vous sera donnée", "don't call us, we'll call you!"



Espérons que les nouvelles à venir ne sont pas du même genre. Quoiqu'il en soit les travailleurs de l'UdeM ont déjà clairement signifié leur impatience; il est à prévoir qu'ils ne se satisferont pas d'une autre réponse évasive.

## SERVICE SOCIAL

# un questionnaire étrange

Un questionnaire destiné aux étudiants de certains programmes universitaires du Québec circule ces jours-ci à l'U. de M. Soumis par les auteurs du projet EVEC ("Evaluation de l'enseignement coopératif"), le questionnaire a été préparé par une équipe venue de l'Université de Sherbrooke, qui désire comparer l'enseignement fourni dans le cadre coopératif en vigueur à Sherbrooke, à l'enseignement traditionnel dispensé ailleurs.

Ce questionnaire s'adresse aux étudiants de Mathématiques, de Service Social, de maîtrise en Administration (M.B.A.) et des Sciences Appliquées (Polytechnique), car ce sont les seuls départements qui bénéficient de la formule coopérative à Sherbrooke.

L'examen de ce questionnaire nous a laissés très perplexes: il comporte 206 questions, dont quelques-unes sont très cocasses, d'autres inattendues, d'autres franchement dangereuses pour le répondant à qui on demande d'identifier sa date

et son lieu de naissance. Il n'est pas bien malin alors d'identifier les répondants, car les chances que 9 répondants sur 10 soient nés le même jour dans une même ville sont bien minces!

Ce qui nous rend franchement sceptiques, c'est le fait que la recherche est subventionnée par nul autre que le Ministère de l'Éducation du Québec! A la condition expresse que les résultats soient rendus publics, sans doute pour en faire bénéficier les administrations scolaires tentées nistra par l'aventure de l'enseignement coopératif...

Quoi qu'il en soit, les étudiants en Service Social (I.S.C.), flairant anguille sous roche, ont refusé de remplir ce questionnaire: il leur semblait que le M.E.Q. avait déjà assez d'informations via les filcs infiltrés dans les groupes d'éducation populaire, le rapport du lieutenant Dare commandé par Ottawa après la crise d'octobre, sans compter le futur dossier scolaire cumulatif...

Voici quelques-unes des questions impertinentes - ou suaves? - dont est farci le texte:

- Etes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants:

- J'estime que les étudiants de ma promotion sont dans l'ensemble des individus fort doués et compétents:  
très d'accord  
d'accord  
en désaccord  
fortement en désaccord

- Les taudis et le chômage au Québec sont les conséquences inévitables du capitalisme: (même choix de réponses)

- D'habitude, je m'endors presque aussitôt après m'être couché: c'est-à-dire en quelques minutes:

Oui  
Entre les deux  
Non

1 2 3

- Les professeurs qui vous ont enseigné sont-ils compétents?:

tous  
la plupart  
quelques-uns  
aucun

- Je ne suis pas intéressé(e) par des discussions portant sur la société idéale ou utopique: VRAI ou FAUX

Nous invitons les étudiants de Sciences qui n'auraient pas encore reçu la visite des enquêteurs, à les accueillir avec la vigilance et l'honneur qui leur sont dues...

d'la Molson  
c'est ce qu'on  
boit chez nous.

# Salut!

**le comité  
de soutien  
aux luttes ouvrières  
(U de M)**

invite les étudiants de l'université de Montréal à participer à la

**MANIFESTATION DES TRAVAILLEURS  
DE LA UNITED AIRCRAFT**

vendredi le 29 mars à Longueuil et à la

**FETE DES TRAVAILLEURS DE FIRESTONE**

Samedi le 30 mars à Joliette (autobus à partir du Carré St-Louis)

le comité se réunit tous les mardis à 12h30 au local vitré des sciences  
sociales

*Délavés sur mesure*



**Wrangler®** *fades*  
Wrappers vous le W n'est pas prononcé

**"LA FUMÉE LIQUIDE"**

**spectacle liquide  
entièrement audio-visuel**

Pour \$2.00 - entrée  
- vestiaire  
- 1 rafraîchissement "Volcano"

**JIMMY CLARKS — SUPER PERCUSSION**

DIRECTION ARTISTIQUE: J. STENHOUSE  
MUSIQUE: D.J. SUN-SHINE  
PRODUCTION: PRESTON JENNINGS JR.

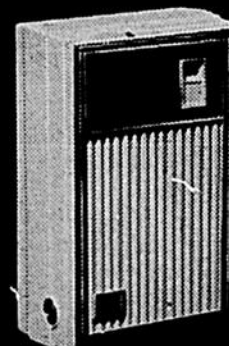
*Du jeudi au dimanche de 9 p.m. à votre départ!!!*

**6512 Boul. Décarie**  
*(Coin Plamondon - 1/4 mille au sud de Blue Bon-  
nets) autobus 17*

Nous serons enchantés  
de vous faire visiter  
notre nouvelle succursale  
d'Outremont et de vous remettre  
une **radio gratuite**  
à l'ouverture de votre  
compte d'épargne\*

 **TRUST  
GÉNÉRAL**

1, Vincent d'Indy  
Outremont  
739-3265



## SHELLCAST:

# la lutte est terminée

La lutte que menaient les 40 travailleurs immigrés de Shellcast pour se syndiquer et améliorer leurs conditions de travail est, à toutes fins pratiques, terminée. Les travailleurs ne pouvaient plus "tenir une minute de plus".

Mis à la porte par leur boss, Bodo Morgenstern, le 19 novembre dernier, les ouvriers de Shellcast, qui n'avaient pas, bien sûr, de fonds de grève, se sont vu refuser longtemps les prestations d'assurance-

briser la détermination des travailleurs. Il n'a pas hésité à utiliser des briseurs de grève, et des plus violents, de ceux qui chargent les lignes de piquetage avec des barres de fer.

De plus Bodo a pu compter sur un solide coup de main de l'Etat: la police de Montréal-Nord protégeait ses scabs, les juges accordaient les injonctions demandées, le ministre de l'exploitation des travailleurs, Cournoyer, prenait bien garde d'intervenir, le bureau



chômage. Peu à peu ils ont donc dû rentrer dans leur pays, chercher du travail ailleurs ou retourner à Shellcast. Et la semaine dernière ceux qui menaient encore la lutte ont résolu de se chercher un autre emploi.

Il y a plusieurs raisons à cet échec. Cela vient d'abord de la situation même des travailleurs: travailleurs immigrés, arrivés depuis peu (deux ans en moyenne), ne s'exprimant ni en français ni en anglais pour la plupart.

Et ces travailleurs isolés et démunis faisaient face par ailleurs à un patron des plus coriaces. Bodo était prêt à fermer l'usine plutôt que de "laisser rentrer le syndicat". Il n'a reculé devant rien pour

de l'immigration talonnait les ouvriers de Shellcast et la commission d'assurance-chômage leur refusait longtemps les allocations auxquelles ils avaient droit. Bref les travailleurs de Shellcast devaient affronter aussi l'arsenal répressif habituel d'un Etat au service des boss, de la classe dominante.

Une autre raison de l'échec de la lutte des travailleurs de Shellcast, c'est le "désistement" des centrales syndicales. Dès le début du conflit le syndicat des Travailleurs Unis du Pétrole (TUP) retirait sa demande d'accréditation pour Shellcast de peur d'être poursuivi pour avoir déclenché une "grève illégale". Et la CSN se dégonflait à son

## United Aircraft:

La grève se poursuit à la United Aircraft. Voilà qui ne doit plus séduire beaucoup l'administration de la compagnie. D'abord il y eut le vote du 22 février qui par son "non" énergique a resserré plus que jamais l'unité des ouvriers. Ensuite, subitement,

ça été l'un après l'autre, tous les éditorialistes de la presse bourgeoise qui ont commencé à critiquer fortement la dureté de la compagnie vis-à-vis des ouvriers. Eux qui, il y a quelques semaines, soutenaient à fond la United!

Entre temps, le 7 mars dernier, une trentaine d'ouvriers de la United Aircraft sont allés occuper les bureaux du député libéral de Taillon. Ce dernier a finalement condamné les positions de la compagnie et déclaré "faire dans le futur quelque chose pour aider au règlement du conflit".

Qu'est-ce que cela veut dire? A-t-on déjà vu tant de

tour lorsqu'on apprit qu'il serait impossible de simplement transférer la demande d'accréditation des TUP.

En somme les travailleurs de Shellcast ne pouvaient compter, pour rompre leur isolement, que sur l'appui des autres travailleurs en lutte (ceux de Firestone leur ont donné les \$2000 qui restait dans leur fond de grève et ceux de la United Aircraft se sont joint à plusieurs reprises aux lignes de piquetage devant la fonderie de Montréal-Nord) et sur le soutien du Comité de Solidarité avec les Lutttes Ouvrières (dont font partie les comités de soutien et plus de 20 groupes "populaires..").

Mais le Comité de Solidarité n'a pas été sans faire d'erreurs. Avant tout il a certainement surestimé ses forces; il était illusoire de croire que le Comité pouvait assurer un piquetage suffisamment efficace et permanent pour arrêter définitivement la production. Bodo a facilement réussi à déjouer le piquetage occasionnel: les scabs entraient au travail plus tôt ou attendaient simplement que le piquetage soit terminé.

En négligeant d'intervenir avec force auprès des centrales syndicales, en se repliant sur le soutien à Shellcast et en délaissant le soutien aux autres luttes ouvrières en cours (Gypsum et United Aircraft par exemple) le Comité de Solidarité n'a pas véritablement contribué à rompre l'isolement des travailleurs de Shellcast. Le Comité de Solidarité n'a compris que trop tard (au début mars) qu'il fallait faire de la lutte à Shellcast la lutte de l'ensemble des travailleurs du Québec.

Si la lutte des travailleurs de Shellcast est une défaite, ce n'est somme toute qu'une bataille perdue dans le combat que mènent les ouvriers contre les boss et qu'ils gagneront inévitablement. Bodo Morgenstern n'exploitera qu'un certain temps encore des travailleurs immigrés non-syndiqués. Mais ceux des travailleurs de Shellcast qui se trouveront ailleurs un nouvel emploi sauront transmettre à leur expérience de lutte et d'organisation.

bourgeois "soutenir" les travailleurs en lutte? En fait, ces derniers n'ont pas changé de nature. Il n'est pas question pour eux d'apporter un soutien, mais de sauver le maximum d'un bateau qui coule.

Ces événements nouveaux, cette "situation d'insécurité" au sein de la bourgeoisie, elle est de fait le résultat direct d'un rapport de force en faveur des ouvriers, de leur unité que les capitalistes n'ont pas réussi à briser, et une conclusion du fait que la victoire pour ces derniers n'est pas loin.

Pendant ce temps, une accusation a été portée par un

# les activités du comité de solidarité se poursuivent

Si la lutte de Shellcast est terminée, le travail du Comité de Solidarité avec les luttes ouvrières ne s'arrête évidemment pas.

Ainsi, vendredi matin, le 15, le Comité de Solidarité a-t-il organisé une ligne de piquetage devant les bureaux du ministère du travail, boulevard Crémazie. S'y sont rendus plus de trois cents personnes, pour une très large part des travailleurs actuellement en grève à la United Aircraft (Longueuil), Westinghouse (St-Jean) et Ca-

Dans les deux semaines à venir le Comité de Solidarité entend prendre une part active à l'organisation de la manifestation qui doit avoir lieu le 29 mars à Longueuil pour appuyer la lutte des ouvriers de la United Aircraft.

Il collabore par ailleurs avec les travailleurs de Firestone à l'organisation d'une fête à Joliette le 30 mars. Il apprêtera à cette occasion des autobus qui partiront du Carré St-Louis à Montréal et ceux qui veulent utiliser ce moyen de transport peuvent entrer



nadien Gypsum (Joliette). La manifestation, qui a duré 1h.30, s'est terminée par la présentation, sur place, d'un court spectacle du Théâtre de la Shop.

en contact avec le COMITE DE SOUTIEN AUX LUTTES OUVRIERES (U de M) au local vitré des Sciences-Sociales (réunion tous les mardis à 12h. 30).



travailleur contre la United Aircraft à la suite de la campagne publicitaire orchestrée avant le vote du 22 mars (souvenons-nous de l'annonce "les emplois"?). Le syndicat des ouvriers de la United Aircraft a, pour sa part, au début du mois, dénoncé l'utilisation de méthodes de chantage contre certains ouvriers afin que ces derniers deviennent informateurs de la police au sein du syndicat. Il serait question de porter plainte devant le ministère de la Justice. Dans cette situation, peut-être J. Choquette acceptera-t-il la requête (même si ce n'est pas dans ses habitudes lorsqu'il s'agit de compagnies).

Pour conclure, si nous disions, il y a quelques semaines dans le Volume 56, que l'unité des ouvriers est le gage de leur victoire, la division au sein de la bourgeoisie est maintenant un signe avant-coureur que cette victoire approche.

Les ouvriers de la United Aircraft convoquent pour le 29 mars à Longueuil une importante manifestation à laquelle participeront les centrales syndicales, le Comité de Solidarité aux Lutttes Ouvrières ainsi que tous ceux qui se sont impliqués dans le soutien à cette grève très dure. La grève à la United Aircraft n'est donc pas finie...

# les nouvelles formes d'organisation des travailleurs

Le Volume 56 a souvent fait état de grèves très dures dont certaines se poursuivent toujours. On peut notamment citer Firestone, Canadian Gypsum, Shellcast, United Aircraft, Great Lake...

Après en avoir beaucoup parlé, il est cependant important d'analyser un peu le pourquoi d'un tel développement des affrontements entre ouvriers et capitalistes.

Ce développement des luttes de classes ne tombe pas du ciel. Pas plus de la méchanceté ou de l'incompréhension de la classe ouvrière, ou de tout autre ragot qu'utilisent les éditorialistes de la presse bourgeoise. Ce développement de la lutte de classes correspond à une situation bien précise, soit une crise économique qui s'aggrave sans cesse et dans laquelle est plongée la société.

S'il est prouvé que cette crise profite aux capitalistes (voir ainsi les profits exorbitants des majeurs du pétrole ces derniers temps), ces conséquences désastreuses retombent d'abord et toujours sur les travailleurs. Il faut bien, en effet, que quelqu'un accepte les retombées, nous disent les bourgeois. L'inflation et le chômage (les plaies du capitalisme) affectent d'abord la classe ouvrière, c'est-à-dire ceux qui sont les plus exploités et qui ne possèdent aucune sécurité de travail.

De fait, leur pouvoir d'achat ne fait que baisser. Et lorsque M. Capital n'est plus capable de tirer assez de profits du travail des ouvriers, ces derniers se retrouvent alors sur le pavé sans emploi.

Aussi pour conserver leurs acquis gagnés durement et pour améliorer leur situation, les travailleurs sont alors obligés de mener des luttes de plus en plus longues, dures et importantes.

Il est intéressant, à ce propos, de noter en passant que les travailleurs exigent maintenant l'indexation des salaires au coût de la vie, seul moyen que leurs revendications en soient des véritables et non en fait une "réduction" (ex: United Aircraft, Great Lake...).

Du même coup, cette accentuation des luttes de classes implique aussi une accentuation des contradictions au sein de la société. De plus en plus, cette dernière se caractérise par une polarisation des forces sociales. D'une part, il y a un développement de la solidarité ouvrière particulièrement entre ceux qui sont en grève: par exemple, entre les travailleurs de Firestone, Gypsum, United Aircraft et Great Lake. De plus, fait nouveau, le mouvement de solidarité populaire est devenu une chose très importante. Plusieurs comités de soutien aux luttes ouvrières ont d'ailleurs été formés en milieu étudiant (McGill, UQAM, U de M) et il existe à l'échelle de Montréal, le Comité de Solidarité aux Luttes Ouvrières. D'autre part, le rôle de l'Etat comme outil aux mains des capitalistes est devenu de plus en plus évident. L'utilisation de la police, d'injonctions, de condamnations de lois anti-ouvrières sont là pour le prouver.

Mais ce qui est aussi très important, c'est que les syndicats étant bien souvent contrôlés par des bureaucrates qui "ne prennent pas toujours les intérêts des ouvriers à cœur", deviennent alors de plus en plus des instruments de collaboration avec le patron plutôt que des instruments de lutte contre ce dernier, pour l'amélioration de la situation de la classe ouvrière. Ce fait est important, car depuis près de deux ans, il a amené au sein du mouvement ouvrier d'une part la création de comités ouvriers et d'autre part une lutte de ces derniers pour reprendre le contrôle de leurs syndicats (notamment par la lutte contre les unions internationales; voir exemple de la grève du vêtement).

Pourquoi faire, diriez-vous? Eh bien, s'il est vrai que la situation de la classe ouvrière se détériore sans cesse,

l'histoire a aussi montré que M. Capital (i.e. les capitalistes) n'a jamais fait de cadeaux aux travailleurs, que leurs revendications doivent être arrachées par des luttes dures et souvent violentes. Et la grève de United Aircraft est là encore pour nous le rappeler. Si par exemple, la situation des ouvriers du textile est encore aussi mauvaise, c'est que pendant plusieurs dizaines d'années, il n'y a pas eu une seule lutte au niveau de tout le secteur.

Mais ce combat quotidien nécessite aussi pour les ouvriers des organisations de lutte. Par exemple, la mise sur pied à l'usine de Firestone à Joliette du "Comité des Trente" a permis, par un large travail d'agitation et de formation, d'unir tous les ouvriers et de faire participer ces derniers à la grève. Cette unité acquise a sûrement été décisive dans le déroulement de la grève. La mise en scène du "Théâtre de la Shop" sur la victoire à Firestone (meeting organisé par le comité de soutien à l'U de M en février dernier) l'a d'ailleurs très bien démontré.

Nous entendons donc dans ce dossier tenter d'analyser plus précisément comment de nouvelles formes d'organisation ont pu être mises sur pied à plusieurs endroits, et quel a été leur rôle. Nous examinerons tant le cas de Firestone et de la Canadian Steel Foundries, que celui de l'U de M où de dures luttes ont déjà été menées et où les travailleurs commencent à prendre leurs affaires en mains.



« Les nouvelles formes d'organisation des travailleurs ont donné au mouvement ouvrier québécois, depuis un an, d'importantes victoires... »

# Firestone le comité des trente

Il y a 3 ans: 3 mois pour 3 miettes

L'origine du comité des Trente de Firestone remonte à l'analyse de l'échec de la 2e convention collective de ces ouvriers vers les débuts de '70. Après une grève de 3 mois, les travailleurs obtiennent une augmentation salariale de l'ordre de 0.08/hre et la satisfaction de quelques points mineurs. L'analyse de cet échec leur permet de reconnaître la nécessité de s'organiser en usine et l'importance de faire participer les travailleurs lors du renouvellement d'un contrat de travail. Ils remettent en cause également le rôle joué traditionnellement par l'Union Internationale des Ouvriers du Caoutchouc durant les négociations.

C'est pourquoi les ouvriers exigent la présence de la F.T.Q. à la table des négociations et poussent celle-ci à exercer des pressions sur le ministère du Travail pour qu'il s'occupe du conflit. Par la suite, les travailleurs se rendent compte du caractère contradictoire de cet état de fait:

1- l'Union qui négocie avec la Cie.

2- la F.T.Q. qui négocie avec le Gouvernement. Alors que les deux niveaux sont étroitement liés dans les faits. D'où la nécessité pour les ouvriers de:

- 1- Changer les structures de combat pour travailler à tous les niveaux.
- 2- Mobiliser tous les travailleurs dans la lutte.

## II Fonctionnement du Comité des Trente:

Celui-ci regroupe:

- 1- des membres de l'Exécutif du syndicat
- 2- des membres du comité de négociations
- 3- les délégués d'atelier
- 4- tous les ouvriers désireux de poursuivre la lutte à fond.

Le noyau le plus dynamique de ces travailleurs avait déjà participé activement à des sessions de formation syndicale et politique organisées par le conseil du travail à Joliette.

En juin '72, au moment de la reprise des négocia-

des 30 adoptes le fonctionnement suivant:

- 1- réunions hebdomadaires
- 2- rassemblement de toute l'information sur les négociations et de la lutte (10% de négociations et 90% d'actions).
- 3- décide des attitudes à prendre et des interventions à faire en fonction de l'évolution du conflit.

Cette façon de mener la lutte a:

- 1) permis de développer une responsabilité collective
- 2) rendu les travailleurs beaucoup plus conscients a) du contenu, b) de la forme et c) des enjeux de la négociation... donc de mettre sur pied une véritable démocratisation de leur syndicat.

La pertinence du slogan "10% de négociations et 90% d'actions" est clairement démontrée par le fait que la compagnie se sert implicitement de la même tactique pour briser l'unité en divisant les travailleurs et en isolant les meneurs par toutes sortes de moyens: en temps de "paix", par les différences de salaires, la division entre travail au temps et travail à la pièce, et en temps de lutte par des lettres de menaces, des injonctions, des poursuites, l'intervention de policiers, de scabs, etc.

L'emploi judicieux des instruments répressifs de l'Etat: le système judiciaire et les forces policières alliés à ceux de la cie, bouncers et scabs réussissent à rendre le piquetage impossible. C'est alors qu'une diversification de l'action entraînera celle-ci vers le secteur de la consommation avec la campagne de boycottage, ainsi que vers la consolidation des acquis:

- 1- Cours de formation commencés à la mi-juillet,
- 2- élaboration du bilan "Analyse de la situation actuelle du conflit sept. '73",
- 3- création d'un comité de participation de l'équipe de boycottage, de cours de formation par et pour les femmes.

III Automne '73  
L'action du comité des 30 s'élargit. Son importance

tions pour un nouveau contrat de travail, le comité dans la poursuite de la grève à Firestone n'a pas échappé au patron. L'action de ce comité est prépondérante, tant du côté des sessions de formation politique et syndicale que du côté de la liaison entreprise par les ouvriers de Firestone avec d'autres groupes de grévistes, des groupes populaires et politiques. Elle signifie solidarité entre les grévistes de l'usine d'une part et soutien extérieur d'autre part, soutien qui allait effectivement s'avérer dangereux pour la cie. En septembre, la cie a donc entrepris deux actions tactiques contre les ouvriers. Elle a d'abord tenté de faire perdre l'appui populaire de la population de Joliette en annonçant qu'elle suspendait ses projets d'investissements à Joliette. Elle pouvait alors compter sur l'élite locale, petits hommes d'affaires et professionnels pour brandir la menace de la fuite des industries de la région.

Parallèlement elle tentait de faire rentrer les ouvriers en promettant d'accéder à la majeure partie de leurs demandes s'ils acceptaient le renvoi des plus militants du comité des 30. La cie avait bel et bien reconnu son ennemi: le comité des 30 symbolisant la solidarité des ouvriers dans l'usine et à l'extérieur. Mais il n'était pas question pour les ouvriers de se laisser enlever l'instrument de lutte qu'ils s'étaient donné: la participation au comité grandit, la lutte s'élargit. Une campagne de boycottage des produits Firestone s'organise. On cesse bientôt de parler de "comité des 30" pour parler de comité des 40, puis des 50...

A ce moment la solidarité avec des groupes à l'extérieur va jouer à plein. Des assemblées de solidarité ont lieu à Montréal et Joliette, auxquelles participent aussi les grévistes de Canadian Gypsum de Montréal et Joliette. Les Lutttes Ouvrières. A cela s'ajoutaient les liens créés ailleurs dans la province par le boycottage, et les milliers de sympathisants



tone peut s'organiser le 17 novembre.

Cependant, alors que la solidarité ouvrière et populaire porte ses fruits, les ouvriers apprennent à juger de l'appui réel qu'ils pouvaient attendre de l'Union Internationale et des organismes traditionnels, de la F.T.Q. d'une part et des partis politiques (P.Q.) d'autre part.

L'Union Internationale lâche en effet les ouvriers, après 5 mois de grève, en cessant de verser le \$1,000 hebdomadaire que les ouvriers recevaient comme fonds de secours en plus du fond de grève.

Pour pouvoir assurer une solidarité active, le comité s'adresse alors à la FTQ, au moment de son... congrès, cherchant à obtenir son appui financier: \$0.25 par membre par local par mois. L'opération "25 cents pour survivre" ne rencontrera pas l'assentiment du congrès qui se traduira seulement par un vote de solidarité symbolique. D'autre part, les centrales syndicales décommandent d'importantes manifestations de solidarité aux ouvriers en grève pour ne pas nuire au PQ à la veille des élections, alors que le candidat à Joliette avait appuyé la lutte de Firestone du bout des lèvres.

Ainsi les ouvriers de Firestone se retrouvaient avec pour seule force celle qu'ils avaient bâtie eux-mêmes: le comité des 30, les liens établis avec Gypsum à Joliette et à Montréal, le Comité de Solidarité aux Lutttes Ouvrières. A cela s'ajoutaient les liens créés ailleurs dans la province par le boycottage, et les milliers de sympathisants

que la popularisation de la lutte leur avait valus.

C'est à tous ces gens qu'ils firent appel pour lancer quand même l'opération "25 cents pour survivre". Le comité des 30, qui avait continué tout l'automne à garder des contacts étroits avec les ouvriers, par des sessions de formation, s'occupait alors de renflouer financièrement les familles les plus démunies au moment des fêtes de Noël. Au mois de janvier, les ouvriers obtenaient une victoire, et reentraient tête haute dans l'usine.

## IV Vers un syndicalisme de combat

Le comité ouvrier a signifié pour les travailleurs la solidarité interne, la capacité de ne pas se faire avoir, de tenir le temps qu'il faut pour faire plier la compagnie devant des demandes justes et raisonnables. C'était, autant qu'une bataille défensive, une lutte pour survivre, qu'ils ont gagnée à cause de liens solides entre eux, d'aide matérielle effective, du soutien de leur femme qui ont commencé à s'organiser elles-aussi.

Par les sessions de formation syndicale et politique qui les ont réunis, (et qu'ils ont ensuite prises en main), les ouvriers de Firestone ont réussi à comprendre qui était leur véritable ennemi (les compagnies multinationales et plus loin, le capitalisme lui-même) et la nécessité de la lutte; ils ont développé le début d'une conscience de classe.

Ainsi unis ils ont appris à reconnaître aussi dans

l'Etat et les partis politiques bourgeois des ennemis de classe.

Dans la mesure où il a fallu attaquer la compagnie pour l'empêcher de produire quand même: (piquetage, manifestations, boycottage) le soutien que le comité des 30 a développé à l'extérieur a été vital. Leur union interne était nécessaire à la solidarité extérieure; présente à la base, elle a permis au soutien des organisations extérieures d'avoir toute son ampleur.

Jamais les structures syndicales traditionnelles n'auraient permis le développement d'une telle lutte, avec toutes les conséquences qu'elle a entraînées. La solidarité large que la grève a provoquée, la juste compréhension qui en a été popularisée, ont permis d'identifier les intérêts de classe. Ceux qui devaient se ranger du côté des ouvriers l'ont fait, (groupements politiques, intellectuels, étudiants) alors que d'autres, chaque jour, se rangent contre eux.

La lutte sur des intérêts économiques a été menée démocratiquement par les ouvriers eux-mêmes. Cet éclatement des structures syndicales bureaucratiques était inévitable, puisqu'elles ne servaient pas les intérêts des travailleurs. Ils ont su, ils savent de plus en plus, (à travers Firestone, Gypsum et d'autres encore) concrétiser les avantages réels d'un syndicalisme de combat; lorsque les circonstances sont favorables, ce syndicalisme de combat peut entraîner l'avancement de la conscience de classe des travailleurs, un pas vers leur organisation politique.

# Canadian Steel le "comité des travailleurs"

On se souviendra que du 28 septembre au 16 octobre 1973, les 750 travailleurs de la Canadian Steel Foundries à Montréal ont fait la grève à cause de l'absence totale d'hygiène et de sécurité dans leur "boîte": nombreux cas de silicose, absence d'équipement de protection personnelle adéquat, système d'aération inexistant. Même les médecins de la Compagnie et les enquêteurs du Ministère du Travail reconnaissaient l'insalubrité des conditions de travail!

Or voilà que le 28 septembre, des membres du COMITE DE TRAVAILLEURS de la STEEL provoquent un arrêt de travail spontané. La grève qui s'ensuit est déclarée illégale parce que contraire aux prescriptions du Code du Travail (art. 48). Dans les circonstances, les permanents des Métallos, habitués à négocier à l'amiable avec les boss, reti-



initiative de la lutte. Formé depuis décembre 1972, le COMITE était composé d'un noyau de travailleurs combattifs désireux de tenter de voir clair dans la situation à l'usine, au syndicat...; puis peu à peu il réussit à développer des stratégies et des tactiques plus susceptibles de rejoindre la masse des travailleurs: mise sur pied d'un journal ("A nous

contacts personnels dans l'usine ou informels autour d'une bière à quatre ou cinq employés. Aussi, quand le débrayage s'est produit, le COMITE DE TRAVAILLEURS, associé de près aux gars de la base, était-il prêt à assumer la direction de la lutte, alors que l'exécutif du syndicat, habitué surtout à travailler avec les délégués de départements et à "suivre" les permanents des Métallos, était tout simplement débordé!

Dans la lutte, les règles du jeu ont été modifiées. Ce ne sont plus les permanents qui ont parlementé avec les patrons de la C.S.F., mais la masse des travailleurs organisée sous l'égide du COMITE DE TRAVAILLEURS. Après avoir subi une injonction, le harcèlement de la police et le congédiement de trois des leurs - dont un ne fut jamais réengagé - les travailleurs en nombre important se sont rendus à Toronto faire pression sur la Hawker Siddely of Canada Ltd, maison-mère de la C.S.F. Ce geste fut décisif dans le règlement du conflit qui, laissé entre les mains d'une centrale syndicale, aurait pu

pourrir pendant des mois - comme certaines grèves actuellement en cours au Québec.

Il ne faudrait pas croire que la mise sur pied d'un COMITE DE TRAVAILLEURS règle tous les problèmes. Ainsi, après la rentrée à la C.S.F., les patrons ont tout fait pour isoler les membres du COMITE, les leaders en particulier, des autres travailleurs. Ils ont tenté aussi de renouer le "dialogue" avec l'exécutif syndical reconnu comme seul interlocuteur légitime et soutenu par la F.T.Q. Diverses questions

se sont posées au COMITE DE TRAVAILLEURS:

- était-il opportun de se désaffilier des Métallos?
- comment développer des liens avec d'autres groupes ouvriers semblables?
- fallait-il démocratiser le syndicat, s'y faire de nouveaux alliés ou travailler en marge?

Quoiqu'il en soit, le COMITE DES TRAVAILLEURS, pour les gars de la STEEL, est maintenant associé aux ouvriers les plus combattifs, ceux-là qui commencent à respirer mal dans le carcan du syndicalisme d'affaire traditionnel.

## U de M: les "GET"

Depuis quelque temps, sous l'instigation de groupes politiques indépendants des partis bourgeois traditionnels, ou encore de syndicats locaux combattifs, surgissent ici et là des GROUPES D'ETUDE ET DE TRAVAIL (GET) qui se donnent pour mandat d'étudier des thèmes comme la hausse du coût de la vie, les législations ouvrières, la politique municipale, etc. Par là, les intéressés veulent comprendre leur réalité afin de pouvoir la transformer.

Repus des savantes enquêtes, confiées à des experts qui, habituellement ne vivent pas les problèmes ou les conflits qu'ils étudient, "tannés" d'attendre les rapports "ennuyeux" et souvent inutiles des commissions royales d'enquête sur ceci ou sur cela, ces travailleurs passent à l'action avec les moyens du bord. Et c'est étonnant de voir comme ils sont souvent plus perspicaces que les experts pour déterrer les causes véritables des problèmes...

A l'U. de M. il existe 2 GET. Un premier axé sur les loisirs et les sports. Un deuxième axé principalement sur la recherche. Les employés qui le composent appartiennent tous au local 1186, au 1244 ou au SNEUM, mais ils ont travaillé ferme à analyser les structures de l'Université de leur point de vue, ce qui donnera lieu à un dossier que nous attendons avec impatience...

Conscients de la faiblesse de leurs moyens d'action et de leur isolement, les membres du GET ont développé des liens avec certains COMITE DE TRAVAILLEURS et quelques syndicats locaux - dont celui des employés de l'UQAM. En plus ils participent aux activités du Comité de Solidarité, un organisme de soutien aux luttes ouvrières composé d'une vingtaine de groupes populaires, étudiants et syndicats locaux dans la région métropolitaine de Montréal.

Nous aurons l'occasion de reparler des GET de l'U de M dans un prochain numéro...



rèrent leur appui aux travailleurs. Laisse à lui-même, le syndicat local affilié aux Métallos était assez désemparé.

C'est alors que le COMITE DE TRAVAILLEURS prit l'i-

la parole") distribué à tous et s'inspirant de l'idéologie du syndicalisme de combat, rencontres hors de l'usine en présence des femmes afin de sensibiliser celles-ci aux problèmes de leur mari,



## LA BOLIVIE

# un autre "protégé" des USA... via le Brésil

Le 15 mars 1974 se sont retrouvés à Brasilia, lors de l'investiture du nouveau chef de la dictature brésilienne, le dictateur de la Bolivie le général Banzer, et celui du Chili, le général Pinochet.

La rencontre entre ces trois hommes n'a évidemment rien d'une coïncidence. La participation du gouvernement brésilien au coup d'Etat du 11 septembre au Chili est bien connue; mais le Brésil a également joué son rôle de gendarme dans le cas de la Bolivie en août 1971 et ce pays compte, depuis lors, parmi les plus beaux paradis pour investisseurs étrangers, particulièrement américains.

La Bolivie, située en plein cœur de l'Amérique Latine, et ayant des frontières avec le Brésil, le Chili, le Pérou, l'Argentine et le Paraguay, a une superficie d'un million de Km<sup>2</sup> et une population de 5 millions d'habitants. La Bolivie est un des pays les plus pauvres de l'Amérique Latine et le taux d'analphabétisme est de 60%.

De 1964 à 1969 les gouvernements militaires se succèdent en Bolivie et permettent aux capitaux étrangers de prendre petit à petit le contrôle des richesses nationales. A partir de 1969 la bourgeoisie nationaliste prend le pouvoir avec Ovando, puis Torres, et tâche de reprendre en mains l'économie nationale pour lui donner une vigueur propre. Plusieurs nationalisations sont ainsi entreprises: les ressources de pétrole contrôlées par la Gulf Oil, sont nationalisées sous Ovando et une ébauche d'industrie pétrochimique locale est amorcée. La mine de zinc "Matilde", qui avait été littéralement donnée par un gouvernement antérieur à la United States Steel Corporation, est nationalisée sous Torres. Ces deux nationalisations revêtent une très grande importance si l'on considère que

la Bolivie est d'abord et avant tout un pays minier qui exporte de l'étain (qui représente près de 65% des entrées de devises au pays), du Tungsten (6ème rang mondial), de l'argent, du plomb, du zinc, du manganèse (3ème rang mondial) et enfin du pétrole (en petite quantité). Les nationalisations de mines signifient donc une tentative de reprise de contrôle par la bourgeoisie nationale des principales richesses du pays; elles démontrent aussi une volonté de développer l'économie bolivienne de façon plus "équilibrée", c'est à dire de créer un secteur d'industries de transformations et non plus de s'en tenir à l'extraction et à l'exportation du produit brut. Bref une bourgeoisie nationale qui tente de se créer une économie nationale un peu plus solide, rien de bien dangereux quoi! Mais il y a aussi l'Assemblée du Peuple, sorte de "pouvoir parallèle", composée à 65% de représentants de syndicats ouvriers (surtout miniers bien sûr), 10% de représentants de syndicats de "cols blancs" (banques, fonction publique) et enfin d'étudiants, de paysans et de représentants des partis politiques de gauche. Cette Assemblée crée des pressions assez fortes sur le gouvernement Torres, pressions qui peuvent être jugées "dangereuses" ou "risquées" par ceux qui ont de gros intérêts à protéger en Bolivie; et puis ces mêmes intérêts sont servis à court terme par une bourgeoisie qui développe des velléités d'"autonomie" que par un gouvernement qui encourage de pillage rapide, facile et lucratif du pays. Le 19 août 1971 à Santa Cruz débute donc le coup d'Etat qui aboutit le 21 août, à La Paz, à la prise du pouvoir par l'armée bolivienne avec à sa tête le colonel (maintenant Général) Banzer. Le Brésil n'est pas étranger à cette affaire. Depuis janvier 1971 il conspire activement contre le gouvernement Torres: à cette époque, le général Hugo Bethlem, ancien ambassadeur du

Brésil en Bolivie est arrêté. On soupçonnait qu'il soit en train de financer certains "préparatifs"; il avoue que 60 millions de dollars ont été distribués à des militaires et des civils pour préparer un coup.

Le 20 août, les principaux dirigeants de la conspiration fasciste se réunissent à Santa Cruz, région frontalière avec le Brésil. Une bombe déposée à cette réunion y blesse plusieurs personnes, dont, entre autres,... le consul du Brésil, révélant ainsi sa présence.

De plus le 14 février 1972, le général Regue Teran chef de l'Etat major bolivien sous Torres, déclare à Buenos Aires "avoir sollicité et obtenu l'aide militaire brésilienne,... il est arrivé à Oruro, Cochabamba et Sucre neuf avions brésiliens avec 15,000 fusils, 500 mitrailleuses et des munitions pour les forces rebelles le jour du coup d'Etat".

La situation est claire: Une bourgeoisie un peu trop nationaliste, une classe ouvrière un peu trop combative, le tout dans un pays qui, pour les intérêts américains, doit rester un simple réservoir de minerais et de profits... Le gendarme "préposé" à cette région intervient donc pour aider à y mettre un peu d'ordre. Cet ordre quel est-il? Quelques jours après le coup d'Etat le gouvernement passe une loi sur les investissements qui n'est qu'une façon de légaliser le pillage systématique du pays: elle prévoit la libération totale des droits de douane, la suppression de tout impôt sur la production et les ventes et le droit pour les investisseurs de sortir leurs capitaux du pays sans limitations et ce pendant les 7 premières années de leur installation.

La nationalisation de la mine "Matilde", déjà faite par Torres, n'est pas encore indemnisée au moment du coup d'Etat. La commission du gouvernement Torres chargée d'étudier cette question avait fixé le montant à \$6,800,000; la compagnie réclamait \$10,000,000; le gouvernement Banzer décide de lui

payer en indemnisation \$13,400,000.

Le gouvernement entreprend également une politique de "dénationalisation" par la création de sociétés mixtes. Il retire en effet certaines mines à la COMIBOL (Compagnie minière bolivienne), entièrement étatique, pour les faire gérer par de nouvelles sociétés appartenant moitié moitié à l'Etat bolivien et à des compagnies privées. C'est ainsi que la Gulf Oil peut revenir par la grande porte! Qui se surprendra alors de constater que 77% de l'"aide" américaine (en tout 190 millions en un an et demi) à la Bolivie est consacrée à la mise sur pied de ces sociétés mixtes!

sieurs villes du pays. Mais, fait sans précédent, les paysans qui ne sont guère polissés, et qui ont toujours manifesté de la sympathie envers le régime Banzer, se sont eux aussi révoltés contre les mesures du gouvernement. Les routes ont été bloquées, et la 2e ville du pays, Cochabamba, a été isolée pendant plusieurs heures. La réaction du gouvernement fut très dure. Dans les villes, les manifestations ont été réprimées avec violence. A la campagne, l'armée a dû intervenir. Le 30 janvier, les troupes avec l'appui de l'aviation, ont investi les foyers de résistance dans la région de Tolata; environ 100 paysans ont



"l'image qu'on vous offre habituellement de la Bolivie"

La politique économique actuelle du gouvernement Bolivien en est une d'ouverture totale aux intérêts étrangers et d'exportation maximum de tous les produits possibles. L'inflation est de plus en plus grande et des pénuries pour le peuple de produits exportés par la Bolivie ne sont pas rares. La dévaluation d'octobre 72 de 60% a plongé une grande partie du peuple dans la misère.

Le 21 janvier '74, le gouvernement bolivien a adopté une série de mesures économiques qui ont affecté fondamentalement les travailleurs. Le coût de la vie a augmenté de presque 100%. Ces mesures ont provoqué la réaction de diverses organisations, des manifestations et des arrêts de travail se sont produits dans plu-

été assassinés. Et les troupes ont occupé militairement les "poblaciones" rurales et ont commis toutes sortes de brutalités envers les familles paysannes.

Mais la résistance au régime Banzer est de plus en plus forte. Les forces progressistes et révolutionnaires de Bolivie s'accroissent de jour en jour. Le F.R.A. (Front révolutionnaire anti-impérialiste formé à Santiago à la fin de 1972) qui réunit presque tous les partis de gauche est déterminé à continuer le combat jusqu'à la victoire. Le gouvernement ferme périodiquement les universités et a créé des organisations étudiantes qu'il contrôle. C'est que les étudiants et les professeurs sont du côté des travailleurs.



# PRÊTS AUX FUTURS DIPLÔMÉS!

La **banque provinciale** une banque de chez nous, qui réalise que son rôle dans notre société, auprès des futurs diplômés, ne se limite pas seulement à prêter de l'argent en vue d'un bon départ dans la vie, mais s'efforce aussi de contribuer à la concrétisation des rêves les plus élevés et à la réalisation d'une vie pleine et réussie.

Partout où il y a une succursale de la **banque provinciale** vous serez épaulés! Entrez, on vous recevra bien! Et c'est avec plaisir qu'on vous offrira conseils, appui financier et cordiale amitié, afin de vous aider à partir du bon pied et à réaliser votre propre mieux-vivre.

**banque provinciale**

LA BANQUE DU MIEUX-VIVRE

---

**Veillez remplir ce coupon**

**Nom** .....

**Adresse** .....

**Téléphone** .....

**et présentez-le à une de nos succursales de la Banque Provinciale.**

**Tous nos directeurs vous réserveront une attention particulière pour tout genre de prêts.**

**critique**

**"EL TOPO"**

EL TOPO, film d'Alexandro Jodorowsky, a été tourné en 1969, mais ce n'est que cette année qu'il est devenu populaire. On peut peut-être voir dans sa popularité une montée d'un attrait pour l'occultisme qui va de pair avec un désintérêt certain pour les problèmes "politiques". Le Cinéma Outremont fait salle comble (on conseille même de faire des réservations), les gens et en particulier les étudiants y accourent pour se laisser "passivement" pénétrer de "flashes" ou pour essayer de comprendre le mysticisme qui s'y cache (on a dit qu'il fallait le voir quatre ou cinq fois pour le comprendre). On verra comment ce film charrie l'idéologie d'une société de classes sans pour autant en faire ressortir les véritables contradictions.

On a d'abord l'idéologie de la supériorité de l'homme sur la femme: El Topo, mâle puissant, père éducateur, amant agressif et dominateur, et même... "gagne-pain"; "ses" femmes: la première, une mère reléguée au passé de l'enfant, une mère-morte comme l'enfance; la seconde, une femme sexe, belle, stupide et tentatrice; la troisième, une naine, compagne de travail (Jodorowsky a affirmé avoir choisi une naine pour s'opposer au stéréotype de la femme, mais étant donné que ce film est rempli de stéréotypes, il est clair que ce choix cache l'idéologie de l'infériorité de la femme par rapport à l'homme, en ce sens que la femme "doit être naine" pour ne pas égaler l'homme).

Ensuite, on a les rapports de classes que l'auteur a consciemment ou inconsciemment fait ressortir: le colonel, les

bandits, les moines et le peuple; le curé, les villageois et les esclaves etc... Mais on a aussi El Topo qui fait du "missionariat" individuel. Dans ce film, l'idéologie du libérateur du "peuple ignorant et servile" est très forte. El Topo a une prise de conscience individuelle et verticale: il ne prépare aucunement le peuple à une libération future mais leur apporte, de l'extérieur, une libération qui sera en fait leur destruction. Il libère les esclaves, les infirmes mais... on le voit seulement comme observateur de passage, aucune scène montre qu'il est "avec eux", il n'y a pas de processus collectif de libération de ce monde; El Topo charrie une idéologie individualisante.

En résumé, ce film est l'"ego trip" d'un justicier qui va se confesser (aux quatre maîtres), poussé par une femme, et qui renaît comme Sauveur. Il s'était fait justicier, il se refait Sauveur et finalement s'immole pour le monde qu'il n'a pas pu sauver. Sous des belles images et des thèmes à la mode dominent une idéologie mystico-religieuse et un missionariat qui rejoignent l'idéologie dominante actuelle.

Un film est d'abord une entreprise commerciale et quand ça pogne comme EL TOPO, on doit se poser des questions sur le reflet de la société à l'intérieur de ce film (malgré ce que Jodorowsky en pense lui-même). Ensuite, un film est un produit culturel dans le sens de l'affirmation de Mao:

"...toute culture, toute littérature et tout art appartiennent à une classe déterminée et relèvent d'une ligne politique définie. Il n'existe pas, dans la réalité, d'art pour l'art, d'art au-dessus des classes, ni d'art qui se développe en dehors de la politique ou indépendamment d'elle."

HUMM! JE VOIS EN PRENDRE UNE BONNE

**MINUTE!**

Prends donc une bonne Player's Filtre

Avis: Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social considère que le danger pour la santé croît avec l'usage.



**Demandez la 1308**  
*Elle est mûrie  
 en fûts  
 de chêne blond.*



Le chariot Kronenbräu 1308 est l'un des plus grands et des plus beaux chariots de brasserie jamais construits. Il est superbement exécuté en chêne massif, avec de merveilleux motifs faits à la main. Il est tiré par un attelage gagnant composé de huit magnifiques et spectaculaires chevaux belges. L'attelage gagnant Kronenbräu 1308 est un symbole qui illustre fièrement la longue tradition de qualité de la bière Kronenbräu 1308. Demandez la "1308". Chez tous les détenteurs de permis. DREI KRONEN BRAUEREI (1308) LIMITÉE

# LA VENTE DE LITTÉRATURE POLITIQUE L'U de M "s'essaye"

On assiste depuis deux semaines à une de ces petites offensives périodiques de l'U. de M. qui a entrepris, par l'intermédiaire de ses gardes de sécurité, de restreindre, sinon empêcher complètement la vente militante (c'est à dire de main à main, sans boîtes distributrices ni tablettes de librairie) de littérature politique. Lorsque les journaux ont commencé à parler de cette affaire, le Bureau de l'Information de l'Université s'est empressé de préciser qu'il n'existe à l'heure actuelle aucun nouveau règlement concernant ces ventes... mais que l'U. de M. se prépare à "legiférer" sur cette question d'ici quelques mois (pendant l'été bien sûr!)

Qu'en est-il? C'est bien simple: L'administration selon sa méthode habituelle "un pas en avant, deux pas en arrière", "s'essaye", c'est à dire teste le milieu, fait une petite vérification de l'état des réflexes des étudiants. Si ceux-ci sont faibles et démontrent un manque de vigueur et de résistance de leur part, alors elle en profite pour passer un petit coup de balai dans les couloirs des Sciences Sociales. Mais si les réflexes sont bons et que le test provoque une réaction très vive, alors le secteur Relations Publiques de l'U. de M. (Services aux Étudiants, Bureau de l'Information) entre en scène et déclare suavement: "mais non, mais non, ne nous affolons pas, il n'y a rien... aucun nouveau règlement! Nos fideles gardes de sécurité se seront un peu emportés, c'est tout". Voilà, le tour est joué! Le test est passé. L'administration va attendre un peu et revenir à la charge, sans doute en septembre, avec un autre petit test du même genre.

Face à cette tactique, quelles sont les réactions des étudiants? Cette fois-ci elles ont été très vives et très rapides. Les ventes se sont poursuivies de plus belle, il y a eu les six heures-chili, des affiches sur les murs, de la musique dans les couloirs, etc. L'administration n'avait pas le choix, elle a reculé temporairement. Mais elle l'a fait parce que les étudiants ont exercé concrètement ces droits qu'ils ne veulent pas perdre et qu'ils ont eu à chaque fois l'appui de tous ceux qui étaient présents, non pas parce qu'ils ont pris un vote contre ces mesures. En effet, face à ces tests que fait l'administration il est inutile de voter l'exigence du retrait d'un règlement qui n'existe pas encore; il est inutile également de s'apitoyer longuement sur notre sort de victimes de la ré-



"C'est envers et contre tous les agents de sécurité que le Comité Québec-Chili a tenu les '6 heures-Chili' la semaine dernière..."

pression universitaire, et de faire de longs discours pour décrire les nombreuses formes actuelles et futures que celle-ci peut prendre. Il est nécessaire d'en être informés, bien sûr, et d'établir des contacts solides entre étudiants employés et professeurs pour y résister collectivement; mais insister constamment sur l'ampleur de mesures répressives, en donnant l'impression d'une part qu'elles sont surprenantes, "anormales" ou "exagérées", et d'autre part qu'elles sont très dures et quasi-insurmontables, tout cela ne constitue nullement une façon d'y résister.

Que les administrations universitaires - tout comme, de façon générale, l'État - soient répressives cela n'a absolument rien d'étonnant et nous n'avons aucune raison, si nous prétendons connaître un peu le fonctionnement de la société capitaliste, de nous en scandaliser!

Bien plus que de nous plaindre des mesures, il s'agit donc de les résister. Pendant la greve en Anthropologie au printemps 1972 personne n'a voté le retrait des règlements d'affichage à l'Université; tout le monde a simplement placardé les affiches, sur les murs, sans tampons ni babillards. Ce droit-là, comme les autres, il faut le prendre et l'exercer concrètement; c'est le seul moyen de le faire reconnaître en noir sur blanc sur papier et surtout de l'y maintenir.

L'Université voudrait avoir des couloirs bien propres, uniformément drabe pâle; partout sur le campus, pour

que ça fasse sérieux, que ça ait vraiment l'air d'un lieu de haut savoir; elle voudrait que tous les tracts, annonces, papiers de toutes sortes soient sur les babillards, tous les journaux dans des boîtes, tous les étudiants dans les salles de cours et toutes les secrétaires derrière leurs dactylos. Cela serait, pour l'administration, l'Université idéale. Elle fera donc toujours tout en son pouvoir pour arriver à ce "but ultime": par conséquent le simple retrait de tel ou tel nouveau règlement ne pourrait être que temporaire. Le seul obstacle que l'Université peut rencontrer dans sa vaste entreprise de nettoyage c'est la résistance constante et l'obstination des étudiants et des employés à refuser de se laisser ainsi encadrer.

Déjà dans la question de l'affichage nous avons reculé en acceptant de faire tamponner, approuver et encadrer les diverses annonces que nous pouvions avoir à faire (ce qui ne nous a pas empêché, fort heureusement, de passer outre toutes ces formalités dans les moments d'urgence); en ce qui concerne la vente de journaux et littérature il ne s'agit pas de se faire prendre de la même façon! La vente de littérature politique doit être et rester libre, partout sur le campus, sans aucune restriction. Si nous voulons conserver ce droit, exerçons-le et soyons vigilants, prêts à intervenir en grand nombre si nos gardes de sécurité se mêlent encore de faire du zèle.